

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel N°7

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2530 - Prix : 1 €

*Intérêts des
Réunionnais ou
de la
bourgeoisie
réunionnaise ?*

Page 3

*Les propositions
du PCR : que du
réchauffé*

Page 4

*Madagascar :
l'avenir dans les
mains des
travailleurs*

Page 9

*Nathalie
Arthaud en
campagne :
300 euros
d'augmenta-
tion pour tous,
pas de salaire
inférieur à 1800
euros net*

Page 11

Nathalie Arthaud candidate communiste pour faire entendre le camp des travailleurs



Hamon, marchand d'illusions, et Fillon, ennemi déclaré des travailleurs

Aucun travailleur ne regrettera Valls, écarté par la primaire du PS. Après avoir singé Sarkozy comme ministre de l'Intérieur, il a mis en œuvre une politique particulièrement antiouvrière comme Premier ministre. Avec Hollande, il a distribué les cadeaux au patronat, du CICE à la loi travail, en passant par la généralisation du travail du dimanche. Son arrogance à l'égard des travailleurs n'a eu d'égale que sa servilité envers les riches.

C'est sur ce discrédit que Hamon s'est appuyé. Il a promis un revenu universel de 750 euros d'ici à 2022. Après des années de chômage de masse et d'une misère toujours plus grande, il présente ce revenu comme un progrès. Mais 750 euros ne permettent pas même de sortir de la pauvreté ! Ce dont les classes populaires ont besoin, ce n'est pas de la charité, mais d'emplois et de salaires corrects.

Hamon explique que l'automatisation va rendre le travail plus rare. Pourtant, si la société fonctionnait pour l'intérêt collectif, l'automatisation permettrait de réduire le temps de travail et d'augmenter les salaires. Dans le système capitaliste, elle est utilisée pour améliorer les profits, et non les conditions d'existence des travailleurs. Changer cela, Hamon ne l'envisage pas puisqu'il ne conteste pas ce système basé sur l'exploitation capitaliste.

Et puis, qui financerait le revenu universel ? Hamon n'envisage pas de prendre l'argent là où il est : chez les capitalistes, à commencer par ces vingt-et-un super-riches qui possèdent autant que 40 % des Français. Les classes populaires seraient donc plus taxées.

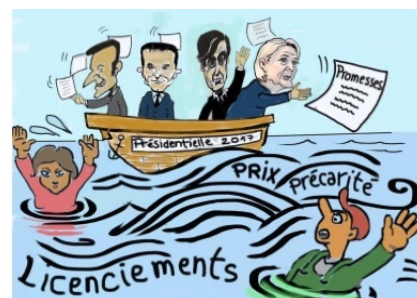
Bref, si Hamon suscite de nouvelles illusions, elles se solderont demain par autant de déceptions. Il s'inscrit dans la longue histoire des marchands d'illusions du PS, les Mitterrand, Jospin et Hollande.

Tous les acteurs de la campagne sont maintenant en place. À droite, Fillon a été pris la main dans le sac ! Le soi-disant modèle de probité aurait fait bénéficier sa femme de 500 000 euros d'argent public pour un emploi fictif. Et de 100 000 euros supplémentaires de la part d'un ami milliardaire, pour un autre emploi du même tonneau. Fillon, qui pose au chrétien vertueux, adore surtout la sainte oseille !

Généreux avec les siens, il a promis du sang et des larmes aux classes populaires : l'augmentation du temps de travail et la baisse du salaire horaire ; 500 000 suppressions d'emplois publics ; le report de l'âge de la retraite ; la fin de la prise en charge de la plupart des frais médicaux ; la hausse de la TVA, etc. En même temps, il s'est engagé à de nouveaux cadeaux pour ses amis les grands bourgeois. Fillon dit clairement qu'il mènera la lutte de classe pour eux, contre les travailleurs.

Peut-être son discrédit profitera-t-il à Macron et à Le Pen. L'un et l'autre veulent également servir la bourgeoisie ! L'ex-banquier ne s'en cache même pas. Quant à la châtelaine de Saint-Cloud, pour se faire une place, elle attaque les travailleurs étrangers, en épargnant les capitalistes français. À la manière de son idole Donald Trump, dur envers les migrants et coqueluche de Wall Street.

Face à ces politiciens, le camp



des travailleurs doit se faire entendre lors de l'élection présidentielle. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud. Contre les ennemis déclarés du monde du travail, elle réaffirmera que les travailleurs devront mener la lutte de classe pour faire entendre leurs exigences.

Contre le chômage, il faut interdire les plans de suppressions d'emplois et les licenciements, à commencer par les entreprises qui font des profits. Il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire.

Contre la baisse du pouvoir d'achat, il faut augmenter les salaires, les pensions et les allocations, et les indexer sur le coût de la vie. Pas un salaire ne doit être inférieur à 1800 euros net.

Il n'est pas acceptable, par exemple, qu'une entreprise comme Vivarte (André, La Halle...) puisse supprimer des milliers d'emplois au nom de prétendues pertes, après des années de profits. Il faut mettre fin au secret des affaires pour que les travailleurs puissent contrôler les comptes des entreprises.

Dire cela avec Nathalie Arthaud ne suffira pas pour que les choses changent, car les élections n'ont pas ce pouvoir. Mais cela permettra de s'opposer clairement aux vrais ennemis des travailleurs et à leurs faux amis, et de préparer les luttes qu'il faudra mener demain contre l'offensive des capitalistes.

Le courant passe entre le patronat et les gouvernements !

Lors des « Electric Days », organisés à Paris par EDF, la Fédération des Entreprises de l'Outre-mer (FEDOM) a rappelé ses exigences aux candidats à la présidentielle.

Pour La Réunion, l'organisation patronale réclame une « zone franche globale », exonérant d'emblée toutes les entreprises d'impôts, alors même qu'elles en paient si peu ! La FEDOM réclame aussi des dispositions supplémentaires pour baisser encore plus le « coût du travail », car à l'en croire elle serait victime de la

concurrence des pays de la zone à bas coût salarial.

Ericka Bareigts, la ministre des DOM, présente dans la salle, a rappelé aux patrons tous les efforts faits par son gouvernement en leur faveur depuis 2012 : « nombreux dispositifs dérogatoires, CICE, exonérations fiscales et sociales, etc. » ajoutant : « Nous avons fait beaucoup, mais on peut faire plus ».

Jusqu'au bout du quinquennat, les dirigeants du Parti socialiste se seront comportés en bons larbins du patronat ;

un patronat qui pourra également compter sur les équipes concurrentes de la droite et de l'extrême-droite qui piaffent d'impatience afin de prendre le relais du PS pour continuer à servir la bourgeoisie.

Parmi toutes ces politiques, aucun avenir pour les travailleurs. Ces derniers ne peuvent le construire qu'en comptant uniquement sur leurs propres forces, qu'en créant un parti qui soit à leur service, c'est-à-dire un outil destiné à combattre sans faiblesse le patronat et ses serviteurs.

Patrons choyés, chômeurs méprisés

Une des promesses majeures du candidat PS à l'élection présidentielle de 2012 était de faire baisser le chômage ; un chômage qui dans la réalité n'a pas cessé d'augmenter. Le gouvernement a fermé les yeux sur les licenciements massifs pratiqués par le patronat dans l'automobile, l'agro-alimentaire, les services et bien d'autres secteurs encore. Et dans le même temps, Hollande et son gouvernement n'ont cessé de vider les

caisses de l'État, à coup de dizaines de milliards, pour aider le patronat licencieur.

À La Réunion, les aides aux entreprises ont été renforcées par rapport au niveau national. Le CICE a été porté à 9 % (cadeau de 120 millions d'euros dans l'île). Dans le secteur privé, les patrons bénéficient des diminutions de cotisations patronales sur tous les bas salaires (entre 400 et 500 euros par mois et par salarié, grâce aux lois

Fillon et à la Lodeom). Dans les PME, ils ont la prime à l'embauche (4000 €) pendant deux ans, ou encore la défiscalisation (132 millions d'euros en 2015). Les patrons ont empoché l'argent public, mais ils n'ont créé que 15 570 emplois de plus en cinq ans dont 80 % de CDD, autant dire bien peu.

Les aides au patronat n'aident en rien les chômeurs. Tout le monde le savait, les chiffres le montrent.

Intérêts des Réunionnais ou de la bourgeoisie réunionnaise ?



Reprenant mot pour mot les souhaits du patronat réunionnais, Didier Robert, le président LR de la Région Réunion, a fait part de ses vœux pour 2017 devant un parterre de journalistes. Il a déclaré vouloir l'« *émancipation de la Réunion* »... rien que cela ! Mais pas question pour lui d'envisager une coupure avec la France. Ce qu'il veut, c'est plus de liberté pour les capitalistes

réunionnais afin qu'ils puissent réaliser des affaires à Maurice, à Madagascar ou au Mozambique, pays qui offre selon lui une porte d'entrée rêvée sur l'Est africain.

Comme les capitalistes de France, ceux de La Réunion (et ce sont parfois les mêmes) sont à l'étroit à l'intérieur des frontières de leur pays. Ils rêvent de faire fructifier leurs capitaux réalisés sur le dos des travailleurs dans des pays plus peuplés, où les salaires sont particulièrement bas et la protection sociale quasi inexistante. Ils ne présentent certes pas les choses de façon aussi brutale. Ils enveloppent leur marchandise empoisonnée derrière des discours prêchant la « *coopération régionale* » et l'« *émancipation* ».

À propos de cette dernière expression, le président du Conseil général a précisé ce qu'il entendait par là : il milite pour que La Réunion devienne une zone franche globale, une zone où les patrons auraient tous les droits et les travailleurs aucun.

Il a aussi déclaré, comme feu Paul Vergès, que la départementalisation votée il y a 70 ans avait atteint ses limites, ce qui veut dire dans la bouche de ce politicien bourgeois qu'il faut remettre en cause les droits sociaux durement acquis par la population laborieuse pour que le pouvoir du patronat soit sans limite.

Quand les rêves pour les patrons, deviennent cauchemars pour les travailleurs

Saint-Denis : deux victimes d'un marchand de sommeil

Lundi 16 janvier, deux enfants de 4 et 5 ans, d'origine mahoraise, perdaient la vie dans l'incendie qui a ravagé leur appartement situé ruelle Turpin dans le quartier populaire du Butor à Saint-Denis.

En juin 2016, le JIR avait déjà fait un article sur l'état délabré de l'immeuble où logeait cette famille : « Humidité, infiltrations, système électrique défaillant et obsolète, présence d'insectes et de rats, sans compter les malfaçons d'origine de l'immeuble faisant planer un risque d'effondrement selon un rapport

d'expertise de la Socotec commandé par l'Agence Régionale de Santé (ARS) suite à un signalement fait en 2014 auprès des services de la Caisse d'allocations familiales (CAF) ».

Aucune réparation n'ayant été effectuée par le propriétaire fin 2016, le tribunal avait déclaré la bâtisse inhabitable et l'obligation de relogement des locataires par le propriétaire, dès le 1er janvier 2017. Mais entre décision judiciaire et contrainte, il y a pour ces marchands de sommeil une marge leur laissant du temps et ouvrant la porte aux drames.

Il a suffi d'une bougie dans cet appartement où l'électricité avait été coupée pour que la tragédie se produise et fasse deux morts.



Agorah.com

Les propositions du PCR : que du réchauffé

Le 5 février 2017 se tiendra le 9ème congrès du Parti communiste réunionnais. À cette occasion le PCR formulera des propositions rassemblées en deux « thèses », l'une pour « le rassemblement des Réunionnais pour la responsabilité » et l'autre sur la « situation internationale ».

En tant que « communiste » le PCR dit ne pas pouvoir « se résigner » aux injustices, aux inégalités « à ce monde d'oppression » dirigé par les forces de l'argent qui exploite des êtres humains dans l'unique but de servir un système basé sur le surprofit, le système capitaliste ».

Nous ne pouvons que partager ce constat. Mais lorsque que le PCR déclare qu'il est « de son devoir d'apporter une pierre à l'édification d'un autre monde », il n'entend nullement combattre les fondements du système économique inique qu'il dénonce par ailleurs.

Le PCR se borne en fait à faire des propositions qui ne lui sont pas nouvelles et qui tournent autour d'un projet de « rassemblement », « d'un front uni le plus large possible ne rejetant personne pour porter (une) même voix à Paris ».

Le PCR, et c'est là l'essentiel de son programme, appelle en fait à l'union « des personnes issues notamment des syndicats, associations, du monde économique et politique » afin de « porter un projet commun de

développement durable ». Mais que peut-il y avoir en commun entre les travailleurs, les pauvres dont le PCR dit vouloir améliorer les conditions d'existence et leurs propres exploiters que sont les patrons, les banquiers, ainsi que les politiciens issus de partis qui s'évertuent à défendre les intérêts de ces derniers ? Évidemment aucun.

Quand le PCR dit vouloir « permettre aux Réunionnais d'avoir des pouvoirs de décision sur toute leur vie quotidienne », il ne fait pas allusion aux classes populaires mais aux politiciens, à une assemblée unique à qui il voudrait que l'État attribue plus de liberté pour adapter des lois et signer des accords dans plusieurs domaines avec les pays de la zone océan Indien afin de servir au mieux les intérêts des capitalistes de La Réunion.

Cette assemblée disposerait d'un fonds de développement basé sur les financements de l'Europe, de la France et de La Réunion. Ce fonds serait abondé aussi par les 35% de prime de vie chère des fonctionnaires qui en seraient privés au nom d'une soi-disant « égalité des revenus ».

Le PCR plaide également pour une fiscalité adaptée à La Réunion afin d'aller, dit-il, à « une autonomie fiscale ». Cela signifie-t-il que les pouvoirs locaux auront la possibilité de lever plus d'impôts pour compenser la part que l'État se réserve ? Si c'est le

cas, ce seront encore la population travailleuse et les plus pauvres qui seront mis à contribution.

Quant aux problèmes cruciaux que sont le chômage, particulièrement chez les jeunes, la vie chère, le manque de logement sociaux ou encore l'illettrisme, le PCR renvoie l'État à ses responsabilités sans proposer de réelles mesures pour lutter contre ces fléaux qui frappent les classes populaires.

Alors que les patrons licencient à tour de bras, accentuent la précarité dans les entreprises, font faire des heures supplémentaires aux salariés qui ont encore un emploi, la solution serait d'interdire les licenciements et d'imposer la répartition du travail entre tous sans baisse des salaires. Contre le fléau du chômage, le PCR rejette ces objectifs, les seuls qui seraient véritablement efficaces.

Il serait tout aussi utile aux familles de travailleurs d'exiger l'arrêt des subventions et autres aides aux entreprises qui se chiffrent chaque année en dizaines de millions d'euros et de consacrer ces sommes à la construction de logements ou à la création d'écoles supplémentaires par exemple.

Parmi toutes les propositions du PCR, aucune ne va dans ce sens parce que le PCR, comme les autres partis de gauche et de droite, se refuse à toucher aux sacro-saints profits des capitalistes.

Macron : flatterie et baratin

Les réunions publiques de Macron, largement relayées par les médias, drainent du monde. Celui qui se positionne comme ni de droite ni de gauche commence tous ses meetings par un grand moment de flatteries destinées à son auditoire. Mais à part des propos de bateleur de foire, qu'a à

dire Macron ? Rien que de très banal, quand ce n'est pas du simple bavardage pro-patronal.

À la rubrique « travail », Macron entend « *faciliter la vie des entrepreneurs, des indépendants, des professions libérales* », en allégeant leurs « charges » et en simplifiant le

droit du travail : la loi définit des principes qui seront négociés au niveau des entreprises. Voilà qui rappelle une certaine loi El Khomri.

Il paraît que Macron, est un homme « neuf ». Mais à regarder de prêt il ne déroge pas à la politique qui fut la sienne lorsqu'il était ministre.

Riches : comme au temps des colonies

Mardi 10 janvier, une humoriste de France Inter a consacré sa chronique à une information rendue publique début novembre par l'association Survival, dénonçant les safaris-chasses du milliardaire français Benjamin de Rothschild, 20e fortune de France.

Au Cameroun, le baron de Rothschild est propriétaire d'une entreprise de safaris de luxe : moyennant la somme de 55 000 euros, ses riches clients en mal de grand

frisson s'achètent le droit d'abattre un éléphant de forêt.

Pour organiser les safaris, construire les routes et les lodges climatisés avec piscine, l'entreprise du baron a fait expulser de leur territoire un peuple de chasseurs-cueilleurs, les Bakas. Ceux-ci ont reçu l'interdiction formelle de pénétrer sur le territoire du safari, sous peine de représailles sanglantes. La police locale, des soldats et des gardes forestiers armés

n'hésitent pas à frapper, tirer, envoyer leurs chiens contre ceux qui osent encore s'aventurer dans la forêt. D'après Survival, en 2015, trois campements bakas ont été incendiés par les employés du safari et des actes de torture ont été commis.

Pour protéger la planète des méfaits des très riches, la seule méthode, comme a conclu à juste titre la chroniqueuse, c'est la révolution !

Le protectionnisme ne protège que les patrons

Mélenchon, dans ses meetings, défend le protectionnisme. Mais protectionnisme ou libre-échange ne sont en fait que des politiques pour les patrons. Vouloir choisir entre ces deux options, c'est raisonner du point de vue des problèmes de la bourgeoisie.

Tant que l'économie est aux mains des capitalistes, défendre le protectionnisme revient à se ranger derrière les patrons nationaux ou régionaux contre leurs concurrents d'ailleurs. C'est rendre les travailleurs solidaires de leurs exploiters sous prétexte qu'ils sont du même endroit qu'eux. Les patrons comptent chacun sur leur État pour protéger leur marché national, pour en faire leur chasse

gardée. Une politique protectionniste aurait l'avantage pour eux de limiter la concurrence, de se réserver les profits tout en leur permettant d'augmenter les prix. Mais ce n'est pas l'intérêt des classes populaires, qui en paieraient les conséquences.

La protection des entreprises contre la concurrence sert d'ailleurs aussi à justifier le soutien financier que l'État leur fournit... et qu'il prend pour cela aux classes populaires.

Enfin, le plus grand danger pour les travailleurs serait de se laisser diviser selon leur nationalité. Les grands patrons de différents pays sont en concurrence entre eux, mais les travailleurs ne le sont pas : ils ont des

intérêts communs, qu'ils ne peuvent défendre que s'ils en sont conscients et ne laissent pas leur colère et leur énergie être détournées des vrais responsables de la situation, pour se tourner contre leurs frères de classe.

Sur toute la planète, les patrons veulent produire plus avec moins de travailleurs et étendent le fléau du chômage. Mais ce n'est pas en prenant la défense d'une fraction des capitalistes que la classe ouvrière fera reculer celui-ci, mais en imposant la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire, et l'unification des conditions de rémunération et d'emploi.

Manif anti-IVG : Fillon racole chez les réacs

Dimanche 22 janvier, plus de dix mille personnes ont manifesté à Paris contre le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

François, le pape, a apporté son soutien à tous ces gens avec lesquels il partage une vision réactionnaire de la place de la femme et de la famille dans la société. Mais la présence la plus

commentée a été celle de Madeleine Bazin de Jessey qui fait partie de l'équipe de campagne de Fillon. Fillon, donc, manifestait sans y être.

Tout l'art de Fillon consiste à faire de l'œil à ces électeurs bien réactionnaires qui lui ont assuré la victoire lors des primaires de la droite. Mais en envoyant seulement quelqu'un

de son équipe, il évite de trop se compromettre, pensant qu'il aura aussi besoin des électeurs de droite qui ont moins de toiles d'araignée dans la tête que les anti-IVG, et même des électeurs du centre et de gauche face à Le Pen au second tour.

La campagne du PCF : navigation sans boussole

Samedi 14 janvier, la direction du PCF, qui soutient Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, a investi 253 candidats pour les élections législatives de mai prochain. Pierre Laurent, le secrétaire national, a expliqué que les campagnes présidentielle et législatives ne faisaient qu'une, comptant sur la dynamique de Mélenchon à la présidentielle pour faire élire des députés PCF.

Mélenchon, en politicien retors et sans scrupule, a aussitôt sorti sa liste de candidats aux législatives sans tenir

aucun compte de ce que les élus, les candidats PC, les militants et encore moins les électeurs souhaitaient. C'est désormais lui qui a un moyen de chantage sur la direction du PCF, le menaçant de le priver de ses élus.

Les deux parties ont encore quelques mois et une élection présidentielle pour trouver un terrain d'entente. Cela pourra dépendre de ce que le candidat du PS proposera à la direction du PC. Hamon n'a-t-il pas fait campagne sur le rassemblement de toute la gauche ? *L'Humanité* a

d'ailleurs, pour répondre au mépris affiché de Mélenchon, publié un article très flatteur sur Benoît Hamon, montrant que toutes les portes ne sont pas fermées de ce côté-là.

Quoi qu'il en soit, la direction du PCF continuera d'affirmer, comme dans l'éditorial de *L'Humanité* du 16 janvier, que « *sa seule boussole est l'intérêt des plus faibles, (...) de ceux qui subissent toutes les formes d'exploitation au travail* ». Mais qui peut la croire devant de telles contorsions ?

Tests truqués dans l'automobile : supprimer le secret industriel !

Face au nouvel épisode de pollution aux particules fines, des restrictions de circulation ont été reconduites dans plusieurs villes en métropole. Agir pour préserver la santé des citoyens est vital. Encore faut-il que les mesures prises ne soient pas seulement une posture et que toute l'organisation de l'économie ne les rende pas inefficaces.

On se souvient que plusieurs rapports ont révélé comment les constructeurs automobiles ont trafiqué les tests de pollution de leurs véhicules

diesel. Pris sur le fait, les constructeurs ont invoqué les difficultés techniques ou la sécurité et ont promis d'agir. Christian Peugeot, au nom des constructeurs automobiles français, a ainsi déclaré devant une commission d'enquête : « *La construction automobile est une industrie lourde, nous ne pouvons pas prendre de décision du jour au lendemain.* »

La vérité, c'est qu'ils jouent la montre pour retarder l'instauration de normes plus restrictives et qu'ils trichent quand la loi finit par les leur

imposer. Face à ces agissements criminels, il faudrait supprimer le secret industriel, pour permettre aux milliers de travailleurs, techniciens ou ingénieurs, de rendre publiques les fraudes organisées dont ils ont connaissance sans risquer d'être licenciés.

En avril dernier, les députés européens PS, LR et FN ont fait exactement l'inverse, en votant une directive renforçant le secret des affaires. Cela juge leurs discours sur la pollution.

Revenu universel ou répartition du travail entre tous ?



Loin d'être un projet généreux et novateur, le revenu universel proposé par Benoît Hamon a tous les traits d'une mesure de charité.

Ce revenu versé à chacun pourrait se monter à 750 euros par mois d'ici 2020. Hamon prétend donc éradiquer la grande pauvreté en proposant de vivre avec un revenu qui est inférieur au seuil actuel de la pauvreté. C'est indécent !

Pour Hamon, le chômage de masse est inévitable et il en accuse la robotisation. Dès lors, pour lui, il n'y aurait rien d'autre à faire que verser une aumône aux travailleurs licenciés. C'est non seulement là prôner la résignation aux travailleurs, mais c'est

faux car le seul responsable du chômage est le patronat, qui licencie à tour de bras et augmente les cadences pour faire toujours plus de profits.

Et puis Hamon ne dit pas qu'il prendrait sur les bénéfices des entreprises et sur les fortunes de la bourgeoisie pour financer ce revenu universel. Cela veut dire qu'il ne pourra le financer qu'en prenant dans les poches des salariés, par un impôt ou un autre. Cela revient à organiser la charité entre pauvres.

Contre le chômage et la misère, c'est la répartition du travail entre tous qu'il faut imposer, et qu'il faut financer en prenant sur les fortunes accumulées chaque année par les actionnaires.

Un emploi pour tous, c'est possible !

Primes à l'emploi, plan de formations lancé par le gouvernement en début d'année, radiations administratives, rien n'y fait : le chômage continue à augmenter.

Le gouvernement a beau proclamer que la tendance est clairement favorable, il ne convaincra pas grand monde. Et certainement pas les 182 000 femmes et hommes de La Réunion qui ne se voient proposer que des CDD, des missions d'intérim et encore d'autres formes d'emploi précaire.

Certainement pas non plus les jeunes, massivement au chômage.

La responsabilité du chômage incombe au patronat qui ne cesse de supprimer des emplois, mois après mois, pour maintenir ses profits. Il y aurait une façon simple de mettre au moins un coup d'arrêt à cette catastrophe sociale : imposer l'interdiction des licenciements et des plans de suppression d'emplois, à commencer par les entreprises qui font

des bénéfices, sous peine d'expropriation.

Parallèlement, il faut soulager ceux qui ont un emploi, en diminuant leur temps de travail et en répartissant le travail entre tous, en créant de vrais emplois, avec un salaire complet permettant de vivre correctement.

Éradiquer le chômage, c'est une nécessité et c'est possible. À la condition de s'en prendre aux profits et au droit de licencier des capitalistes.

Wildenstein : des milliardaires au-dessus des lois

Guy Wildenstein, héritier d'une lignée de riches marchands d'art, et ses co-inculpés, viennent de bénéficier d'une relaxe générale alors qu'ils étaient accusés de « *fraude fiscale et de blanchiment en bande organisée* », sous le prétexte que le tribunal ne pouvait conclure en l'absence de preuve directe.

Pourtant, la procureure avait requis contre le principal accusé quatre ans d'emprisonnement et 250 millions d'amende, en qualifiant les faits de « *fraude fiscale la plus sophistiquée et la plus longue de la Ve République* ».

Si les Wildenstein se sont retrouvés devant les tribunaux, c'est uniquement parce que la belle-mère des derniers

héritiers est en conflit sur sa part d'héritage, contraignant fisc et justice à s'intéresser aux petits secrets de la famille. Lors de sa mise en examen, les juges ont reproché à Guy Wildenstein de cacher « *les propriétés immobilières du Kenya, des îles Vierges britanniques, du 740 Madison Avenue et du East Street à New York, les parts de la Wildenstein & Co, diverses galeries d'art, le tout logé dans des trusts* ». Précisons que la propriété au Kenya est un ranch de 30 000 hectares, avec 200 bâtiments, 50 lacs artificiels, un zoo et un hôpital privé, et la propriété des Îles Vierges, une île entière acquise en 1981, pour que le yacht familial puisse y accoster. On

peut y ajouter une résidence en Suisse, une écurie de courses à Chantilly, un château dans l'Essonne...

L'essentiel de la fortune de la famille était logée dans des « trusts », ces entités financières discrètes domiciliées dans des paradis fiscaux et destinées à frauder le fisc. Pendant des dizaines d'années, cela n'a gêné ni le gouvernement, ni le fisc, ni la justice.

Depuis 2011, la loi a été modifiée, et ce genre de pratique serait « répréhensible ». Malgré cela, les Wildenstein n'ont pas été condamnés, ni même blâmés. Cela juge aussi... la justice.

DANS LES ENTREPRISES

Non aux licenciements chez SFR !

La direction de SFR vient d'annoncer la suppression de 80 emplois à La Réunion, soit 20% de l'effectif, et d'une vingtaine à Mayotte. Il s'agirait selon SFR de départs volontaires négociés avec certains syndicats.

Ces licenciements déguisés font partie d'un vaste plan de suppression de 5 000 postes sur deux ans qui débutera en juillet de cette année pour permettre aux actionnaires de Altice (57ème fortune mondiale et 9ème française) qui détient SFR de

maintenir, voire d'accroître leurs profits.

Cette annonce de la direction de SFR avait fait réagir plusieurs centaines de travailleurs de ce groupe qui s'étaient mis en grève au mois de septembre 2016. À l'époque les syndicats pensaient que La Réunion serait épargnée par cette coupe dans les effectifs. C'était accorder trop de crédit à la direction de SFR alors que son PDG, Drahi, déclarait déjà en juin 2016 regretter d'avoir promis de ne pas licencier chez SFR.

Quant à son sous-fifre local, il se dit satisfait que les salariés disposent « d'une vraie voie de sortie » en quittant l'entreprise. La seule « voie » que leur propose SFR c'est de prendre la porte !

Rien ne dit que SFR va se contenter de ces suppressions de postes. Les licenciements « secs » soi-disant évités pourraient être à l'ordre du jour dans un avenir proche car rien n'arrête les capitalistes dans leur course effrénée de profits, sauf les travailleurs quand ils refusent cette politique qu'on veut leur faire subir.

Supprimer la propriété privée des entreprises et des banques !

L'institut France Stratégie, rattaché à Matignon, vient de publier un rapport intitulé : « *Comment éviter une société d'héritiers ?* » Pour commenter ce rapport, Nathalie Arthaud a été invitée le 16 janvier à débattre sur France Culture sur le thème « *l'héritage est-il injuste ?* » Elle a pu ainsi défendre un point de vue communiste sur la question.

Derrière les mots « patrimoine » et « héritiers », ce rapport mélange en fait ceux qui héritent, bien légitimement, d'une maison familiale achetée après une vie de travail ou des années de crédit et les vrais héritiers que sont, par exemple, Liliane Bettencourt, Serge ou

Olivier Dassault, Ernest Antoine Seillière, rejeton de la famille de Wendel.

La « société d'héritiers », c'est celle de ces dynasties bourgeoises à la tête d'empires industriels. Ceux-là n'ont pas seulement un immense patrimoine, ils ont surtout du capital qu'ils accroissent en exploitant le travail de ceux qui n'ont que leurs bras et leur tête à vendre pour vivre. Cela a commencé pour certains avec les plantations et le commerce des esclaves. Cela continue avec l'exploitation de travailleurs dans des usines, des bureaux, des magasins, qui permettent à une Liliane Bettencourt

d'accumuler un million d'euros supplémentaires par jour. Et quand de nouveaux venus rejoignent le club restreint des milliardaires, comme Bill Gates ou Steve Jobs, ce n'est pas d'abord grâce à leur génie mais à l'exploitation de milliers de travailleurs, du Congo à la Chine.

Alors, bien sûr il faut abolir l'héritage du capital. Mais plus que l'héritage, c'est la propriété privée sur les moyens de production qu'il faut supprimer, propriété privée que toutes les lois, toutes les institutions de l'État servent à protéger.

Goodyear – Amiens : un jugement contre les travailleurs

Cinq ouvriers de Goodyear à Amiens condamnés à 12 mois de prison avec sursis, deux condamnés à trois mois de prison avec sursis et un seul relaxé, voilà le jugement rendu par la cour d'appel d'Amiens jeudi 11 janvier, au terme du procès entamé contre eux pour séquestration.

Des centaines de travailleurs et de militants s'étaient rassemblés dès 11 heures ce même jour devant le tribunal d'Amiens, en solidarité avec les huit de chez Goodyear, pour réclamer la relaxe pour tous.

Il faut dire qu'en première instance, le tribunal correctionnel avait rendu un jugement encore plus dur : vingt-quatre mois de prison, dont neuf mois de prison ferme. Ce premier jugement avait profondément choqué l'opinion ouvrière. C'est dans ce contexte que l'avocat général avait voulu prendre, selon ses propres déclarations, des réquisitions d'apaisement. Elles ont été très relatives, car s'il n'a pas réclamé plus de prison ferme, il demandait toujours vingt-quatre mois avec sursis.

La cour d'appel a été un peu en deçà des demandes de l'avocat général,

qui parlait au nom de l'État, mais n'en a pas moins maintenu des condamnations qui sortent de la norme. Alors que les deux cadres retenus par les ouvriers à l'occasion de l'annonce de la fermeture de l'usine d'Amiens avaient retiré leur plainte, la justice a choisi son camp en condamnant ce qu'elle considère comme une « séquestration » de la part d'ouvriers défendant leur emploi.

La solidarité de la classe ouvrière avec ces travailleurs injustement condamnés doit être entière.

DANS LE MONDE

Mayotte : des patrons sans complexe

Thierry Galarne, patron de l'agence de communication Luvy Ogilvy de Mayotte et président du Medef de ce département y est allé de ses jérémiades. L'avenir s'annonce sombre pour les patrons de Mayotte a-t-il récemment déclaré car, selon lui, « l'application du Code du Travail et des conventions collectives au 1er janvier 2018 vont augmenter le coût du travail de 40 % ». Il réclame donc que l'île soit transformée en Zone Franche Globale.

Concernant les salaires, il s'agit d'un pur mensonge de la part de ce représentant patronal, car, mis à part l'extension récente de la convention

collective du Bâtiment à Mayotte, aucune autre convention collective n'y est appliquée.

Quant au SMIC horaire mahorais, revalorisé au 1er janvier 2017, il atteint la valeur faramineuse de 7,34 € brut... soit 25 % de moins que le SMIC horaire national !

Le patronat et tout ce que Mayotte compte d'exploiteurs use et abuse du travail au noir et du nombre important de chômeurs pour maintenir les salaires au plus bas. Quant aux prix, ils sont souvent supérieurs, et de beaucoup, à ceux pratiqués en France. Et ce sont les patrons, les commerçants, les banques

et les propriétaires immobiliers qui empochent la différence.

L'agence de publicité Luvy Ogilvy de Mayotte appartient au groupe capitaliste anglais WWP (Wires and Plastic Products), employant 179 000 salariés dans 111 pays. Cotée à la bourse de Londres, cette entreprise a installé son siège à Jersey, un paradis fiscal européen, ce qui permet à WWP de ne payer que 1,6 % d'impôt sur les sociétés, alors qu'elle réalise chaque année 13 milliards d'euros de chiffre d'affaire et 1,2 milliards de bénéfices.

Voilà la vérité, bien loin de tous les mensonges que répand l'entreprise mahoraise.

Madagascar : pour en finir avec la faim, il faut en finir avec cette société d'exploitation !

Gélita Hoarau, sénatrice du PCR, vient d'adresser une lettre à François Hollande pour l'interpeller sur la situation catastrophique qui prévaut dans le sud malgache où près d'un million de personnes risquent de mourir de faim suite à la sécheresse persistante qui a réduit les récoltes de 80 %.

Interpeller l'actuel représentant de l'ex-puissance coloniale de Madagascar est normal, car si Madagascar se retrouve aujourd'hui, comme beaucoup d'anciens pays colonisés, dans un état de sous-développement permanent, c'est à cause de l'exploitation dont ils ont été victimes pendant des décennies, au temps de la colonisation. Mais encore aujourd'hui les pays riches maintiennent leur exploitation ne serait-ce qu'au travers des échanges inégaux. Ils achètent les matières premières des pays pauvres à vil prix, ce qui ne peut permettre à ces derniers de s'équiper pour répondre aux besoins de leurs populations.

La situation des pauvres malgaches est le cadet des soucis des représentants de l'impérialisme



français. Hollande y compris. Ce qui intéresse la bourgeoisie française, et réunionnaise, c'est de faire des affaires avec les bourgeois et l'État malgache. Les pauvres ils n'en ont cure.

Les seuls à pouvoir mettre un terme à la faim et à l'exploitation à

Madagascar, ce sont les travailleurs et les pauvres malgaches quand ils s'organiseront pour mettre à bas le pouvoir des riches et tenir l'impérialisme français à distance.

Madagascar : l'avenir dans les mains des travailleurs

Lors de l'année qui vient de s'écouler, il y a eu des grèves de fonctionnaires administratifs, il y a eu aussi des mouvements d'enseignants pour le paiement de leurs salaires bloqués ou régularisés avec trop de retard. Le personnel de santé n'a pas été de reste. Celui de Befelatanana, un grand hôpital de la capitale a fait connaître son mécontentement contre les détériorations multiformes qui d'années en années, l'ont progressivement transformé en sorte de mouvoir pour pauvres. Concernant les étudiants, leurs bourses, même dérisoires, sont délivrées au compte-gouttes.

Les coupures de courant se généralisent dans tout le pays. La compagnie Jirama qui fournit l'électricité et l'eau, n'arrive plus à approvisionner suffisamment, loin s'en faut. Dans la capitale Antananarivo il y a des coupures de 6 à 8 heures par jour.

Des délestages sont pratiqués au détriment des quartiers où habite la population pauvre. Dans les villes de province, le courant peut être coupé pendant trois jours d'affilée.

Dans les secteurs épicés, c'est à dire vanille, poivre, girofle, des bénéfices importants sont engrangés par les capitalistes. Là, ainsi que dans le secteur riz, les seules choses qui sont dénoncées, ce sont quelques vols dans les champs, perpétrés par des affamés et autres laissés-pour-compte. Dans le secteur litchis, ces fruits qu'on trouve actuellement sur toutes les tables de France et d'autres pays européens, les bénéfices des capitalistes sont colossaux, mais l'exploitation des travailleurs est le dernier de leurs soucis.

La classe ouvrière du secteur privé, certes minoritaire dans le pays, produit l'essentiel des richesses dont les capitalistes s'accaparent en payant des

salaires de misère pour des conditions de travail souvent infernales. Ce qui se passe à l'intérieur des zones industrielles ou franches, est « ignoré » par les partis politiques actuels. Les rares fois où ils en parlent, c'est pour déverser leur fiel contre les travailleurs en faisant croire, que leurs mouvements « mettraient en péril l'économie du pays ». C'est en substance ce que la télé et les grands journaux ont claironné lors des coups de colère de ceux de la zone franche de Tanjato par exemple.

La classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot. Et puisque la période est encore aux vœux, nous en faisons un : que les travailleurs prennent collectivement conscience de leurs intérêts et de la force qu'ils représentent.

La françafrique pas morte

De nombreuses voix se sont fait entendre contre le maintien du franc CFA dans les pays de l'ouest africain. Ces derniers jours, des manifestations ont eu lieu aux Comores allant dans le même sens.

Malgré leur accession à l'indépendance, les anciennes possessions coloniales de la France en Afrique ont dû accepter le maintien du franc CFA dans leurs pays, un franc de valeur très faible par rapport à l'euro

(le franc comorien vaut aujourd'hui 0,002 euros). Une telle situation entérine leur état de dépendance financière et politique à l'égard de la France : quatre membres du conseil d'administration sur huit de la Banque centrale des Comores continuent à être nommés par le gouvernement français !

Que ce soit dans le domaine des monnaies, de l'économie ou des forces armées, les anciennes colonies sont encore largement sous la coupe de la

bourgeoisie française et de son État, avec la complicité des dirigeants de ces pays la plupart du temps. Et ce sont les populations qui en subissent les conséquences avec un pouvoir d'achat scandaleusement bas et la menace permanente d'une intervention française pour réprimer toute idée de développement économique et de justice sociale.

Île Tromelin : l'écume du nationalisme



Devant la levée de boucliers soulevée par l'accord de cogestion de l'îlot Tromelin signé en 1010 par la France et l'île Maurice, le gouvernement a fait machine arrière en ne le soumettant pas au vote des députés.

Depuis le début de l'année, les déclarations souverainistes et même colonialistes se sont multipliées, y compris dans les rangs du PS. « Jusqu'où la France peut-elle se rabaisser ? », se demandent les opposants à l'accord de cogestion. Son de cloche aussi virulent, du côté de

l'extrême-droite, où Marine Le Pen s'insurge contre ce « mauvais coup » porté à la France qui « amputera le territoire national ».

Alors qu'il s'agit d'un îlot de 1 km², on atteint les sommets du ridicule ! Découverte en 1722, l'île Tromelin, était devenue propriété de la France. Pendant des années, l'île Maurice avait revendiqué cet îlot, mais surtout, ce qui est nettement plus intéressant économiquement pour ce petit État, les 280 000 km² de zone économique exclusive (ZEE) offrant des possibilités de pêche et d'exploitation des hydrocarbures.

Pierre Gattaz, le président du Medef, s'est lui aussi inquiété du projet sur l'île Tromelin qui, a-t-il dit, pourrait créer « un précédent » pour d'autres pays et remettre en cause « la souveraineté de la France sur d'autres îles, menaçant ainsi sa Zone

économique exclusive (ZEE), véritable atout dans la compétition mondiale ». Et Gattaz de demander aux députés de « veiller [...] à ce que la France ne se prive pas d'un potentiel économique et de créations d'emplois avant de ratifier cet accord ».

Il fallait vraiment un Gattaz pour nous apprendre que cet îlot de 1 km² où rien ne pousse représente un potentiel économique, voire même la possibilité de création d'emplois autres que ceux des trois fonctionnaires français affectés à l'entretien de la station de surveillance des cyclones qui est automatisée...

Gattaz a juste oublié de défendre les poissons de la ZEE, qui perdraient alors leur nationalité française et tomberaient aux mains de pêcheurs mauriciens...

L'île aux esclaves oubliés

Tromelin, est un confetti d'empire dont l'histoire est chargée des horreurs de la colonisation. Cette page sombre remonte au milieu du 18^e siècle, quand l'île de La Réunion et l'île Maurice avaient été colonisées par la France.

En 1761, un bateau négrier, chargé de 160 femmes, hommes et enfants malgaches, et se dirigeant vers l'île Maurice, alors française, s'échoua sur les récifs de l'îlot inhabité. La majorité des esclaves, enfermés dans les cales, périrent noyés. Mais l'équipage français et une soixantaine d'esclaves parvinrent à gagner l'îlot et ils

reconstruisirent un bateau plus petit avec les matériaux de l'épave. Le capitaine repartit avec l'équipage français, laissant les esclaves sur place en leur promettant de revenir les chercher. Mais il ne revint jamais.

Ce n'est qu'en 1776 que le chevalier de Tromelin se rendit sur l'îlot qui allait porter son nom. Seuls sept femmes et un enfant y avaient survécu, et ils furent emmenés sur l'île Maurice. En 1781, l'histoire des naufragés de Tromelin fut citée par Condorcet pour dénoncer l'inhumanité de la traite négrière. Des fouilles

archéologiques, menées de 2006 à 2016, ont documenté la façon dont ces esclaves « oubliés » avaient pu survivre, ou pas, sur cet îlot désolé d'un kilomètre carré, qui culmine à 7 mètres, battu par les alizés et par les cyclones.

La fortune d'un pays riche comme la France s'est bâtie avec les horreurs de l'esclavage « *en suant le sang et la boue par tous les pores* », comme l'écrivait Karl Marx. Même un îlot aussi petit que Tromelin n'en est pas indemne.

États-Unis : la marche des femmes

Un demi-million de personnes se sont rassemblées à Washington le 21 janvier, le lendemain de l'intronisation de Trump à la présidence des États-Unis. Elles ont défilé pour défendre les droits des femmes, leur droit à l'avortement et à la contraception ainsi qu'à l'égalité salariale. De nombreuses pancartes indiquaient que les droits des femmes sont liés à d'autres combats : pour un niveau de vie décent, pour les droits politiques des immigrants, pour l'égalité raciale et contre les violences policières.

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans d'autres villes : 400 000 à New York, 250 000 à Chicago et à Los Angeles, 150 000 à Boston. Environ 3 millions de personnes ont protesté dans 700 villes américaines.

Il est évident qu'une seule marche ne pourra pas arrêter les attaques contre les droits des femmes. Mais cette marche a montré la détermination des femmes à se battre pour elles-mêmes. Et c'est probablement le

résultat le plus important de cette gigantesque mobilisation.

Cela peut donner du courage à d'autres catégories qui veulent se battre. Cette impatience et cette volonté d'agir peuvent contaminer les travailleurs dans les usines et les quartiers populaires et les pousser à contraindre, par la grève, les patrons à honorer les promesses démagogiques de Trump en matière de création d'emplois.

Côte d'Ivoire : la colère monte

En Côte d'Ivoire, des mutineries de l'armée ont eu lieu début janvier dans plusieurs régions. Comme une traînée de poudre depuis Bouaké, les soldats des différentes garnisons du pays ont rallié le mouvement. Les mutins réclament la revalorisation de leurs salaires, la réduction du temps de passage des grades supérieurs et un logement pour chacun d'eux. Les soldats du rang qui font partie du petit peuple n'échappent pas au mécontentement général, qui vient du fait que, si l'embellie des affaires est bien réelle, il n'y a aucune retombée pour les petites gens. Bien au contraire, le loyer, le prix du transport et des produits de première nécessité sont en hausse continue. Les soldats ne sont pas plus de dix mille mais comme ils savent faire parler la poudre, les

autorités sont bien obligées de leur prêter une oreille attentive.

Fin janvier s'est développée la grève des fonctionnaires et agents de l'État (officiellement 200 000 personnes), largement suivie. C'est une attaque du gouvernement sur la retraite des fonctionnaires qui est à l'origine de ce mouvement qui touche notamment les secteurs de la santé, de l'administration, et de l'enseignement. Le gouvernement voudrait baisser leur pension de retraite au niveau de celle du secteur privé, tout en augmentant la cotisation. Les fonctionnaires ne sont pas mobilisés que sur les retraites. Parmi leurs revendications, il y a aussi l'intégration des journaliers de la fonction publique, les arriérés de salaires impayés, les conditions de travail... Le gouvernement demeure

sourd face à ces revendications, d'autant plus qu'il semble considérer que cette grève ne le gêne pas pour l'instant.

Le gouvernement a d'autant moins peur de ce mouvement de grève que les dirigeants qui sont à sa tête ne proposent aucune politique pour tenter de l'étendre vers les travailleurs du secteur privé, notamment vers les ouvriers de l'industrie, du bâtiment et du port. Ils ne proposent même pas de l'étendre vers les enseignants du privé ou des cliniques privées, etc. Pourtant tous ceux-là ont encore plus de problèmes de salaire et de conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, et pourraient facilement se rallier à ce mouvement de grève. Ce qui pourrait changer radicalement le rapport de force.

Nathalie Arthaud en campagne : 300 euros d'augmentation pour tous, pas de salaire inférieur à 1 800 euros net

En campagne pour l'élection présidentielle, Nathalie Arthaud développe un programme de revendications répondant aux besoins les plus vitaux des classes populaires. Elle a notamment affirmé la nécessité d'une augmentation des salaires, des pensions et des allocations, et d'imposer leur indexation sur le coût de la vie.

Ainsi pas un salaire ne devrait être en dessous de 1800 euros nets par mois. Il suffit de faire ses comptes. Avec un tel salaire, une fois déduit le

loyer ou le crédit logement, et toutes les charges (gaz, électricité, eau, téléphone, assurances, mutuelles et tout ce qui concerne la voiture, les impôts), il reste moins d'une vingtaine d'euros par jour, pour payer nourriture, vêtements et autres articles de consommation courante ou encore quelques sorties, l'accès aux loisirs et à la culture. Et avec des enfants, c'est encore bien plus serré.

Pour que les hausses de salaires et de pensions de retraites nécessaires soient durables, il faut aussi qu'elles

suivent automatiquement les augmentations du coût de la vie. On nous dit qu'il n'y a plus d'inflation, mais il suffit de comparer sa taxe d'habitation, sa facture d'électricité ou d'assurance pour voir que les prix augmentent.

Prendre sur les bénéfices des entreprises et sur les fortunes accumulées par la bourgeoisie pour que chacun ait un revenu qui permette de vivre et non de survivre, c'est une nécessité.

Nathalie Arthaud en campagne : comptons sur nos forces militantes !



Candidate présentée par Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud veut se faire la porte-parole des travailleurs, ouvriers, chômeurs, retraités qui veulent faire entendre leurs exigences face à un système politique et social dirigé par et pour les capitalistes.

Pour que cette voix porte, elle devra être relayée dans les immeubles, les bureaux, les ateliers, les salles de pause et les salles de classe par toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans sa candidature, qui jugeront nécessaire qu'une communiste révolutionnaire soit présente et se fasse entendre malgré l'étouffoir du système médiatique.

Face aux multiples clones de Gattaz qui déclineront les promesses mensongères et les attaques futures, ce sera le moyen d'affirmer dans ces élections le refus du monde du travail de continuer à payer la crise du système, et son aspiration à vivre une autre société.

Il n'y a pas à s'étonner que les grands médias, partie intégrante du système de domination de la grande bourgeoisie, souvent propriété directe des capitalistes plus ou moins soumis à leur pouvoir et à leur financement, s'arrogent le droit de faire l'opinion en donnant la parole de manière presque exclusive aux politiciens qui défendent, d'une manière ou d'une autre, les intérêts de la classe dominante. Cela d'autant plus que, depuis des années, le mouvement ouvrier est de moins en moins présent sur le devant de la scène et que les revendications ouvrières ne sont que peu portées.

Alors, dans cette campagne électorale où tout tend à focaliser le scrutin sur la droite dans une ou deux versions, ou la gauche gouvernementale sous la forme d'anciens ministres, ceux qui se

reconnaissent dans le camp des travailleurs que veut incarner Nathalie Arthaud ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur leur propre action, pour se faire entendre.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 11 FÉVRIER de 9H00 à 10H30

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 17 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 19 FÉVRIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 25 FÉVRIER de 7H30 à 9H00

Pour nous contacter :

Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière

Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : demande en cours



**Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :**

<http://www.nathaliearthaud.info>